

Communiqué de presse de Dominique Tilmans, Présidente du groupe MR du Sénat



Sommet de la FAO à Rome

Quatre objectifs pour diminuer la faim dans le monde

Mercredi 18 novembre 2009

Dominique Tilmans, Présidente du groupe MR du Sénat, assiste en ce moment à Rome au Sommet de la FAO, l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le constat est inquiétant. La FAO estime qu'à l'heure actuelle plus d'1 milliard de personnes souffrent de la faim. La situation risque de s'aggraver car la population mondiale va passer d'ici 2050 de 6,8 milliards à 9,1 milliards d'individus.

Nous sommes dès lors face à un double défi. D'une part, garantir l'accès à de la nourriture adéquate à ceux qui souffrent de la faim, et d'autre part, augmenter l'offre alimentaire de façon durable de manière à répondre à l'augmentation de la population, plus particulièrement du Tiers-Monde.

Quatre objectifs concrets ont été dégagés durant ce sommet :

- diminuer de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015, et éradiquer le fléau dans le monde d'ici à 2025 ;
- lancer un Partenariat Global pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition en s'appuyant sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) ;
- renverser la tendance actuelle, et préférer aux études des actions concrètes durables avec des institutions plus efficaces au service des populations ;
- lutter contre les changements climatiques pour lutter contre la faim dans le monde doit être une priorité.

La FAO souhaite une réforme profonde du Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui deviendra un élément central du Partenariat global pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Les 22 milliards de dollars actuellement consacrés à l'agriculture seront gérés par le Fonds Monétaire International, qui décidera de l'attribution des montants aux politiques nationales de lutte contre la faim.

Le souhait de la FAO est que ces réformes permettent d'investir et d'appuyer des plans nationaux de lutte contre la faim, de poursuivre et d'amplifier les relations nationales, de renforcer le système de multi-latéralité et d'engager plus de moyens pour l'agriculture et les plans pluriannuels.

La Belgique (7^{ème} partenaire de la FAO pour ses contributions) est fière, malgré la crise :

- d'atteindre 0,7% du PIB en 2010 ;
- d'avoir pris l'engagement d'augmenter à 10% en 2010 et à 15% en 2015 la part de l'agriculture dans les aides publiques au développement.